

Investissement: Les entreprises publiques gardent le tempo

• Le budget maintenu au-dessus des 100 milliards de DH

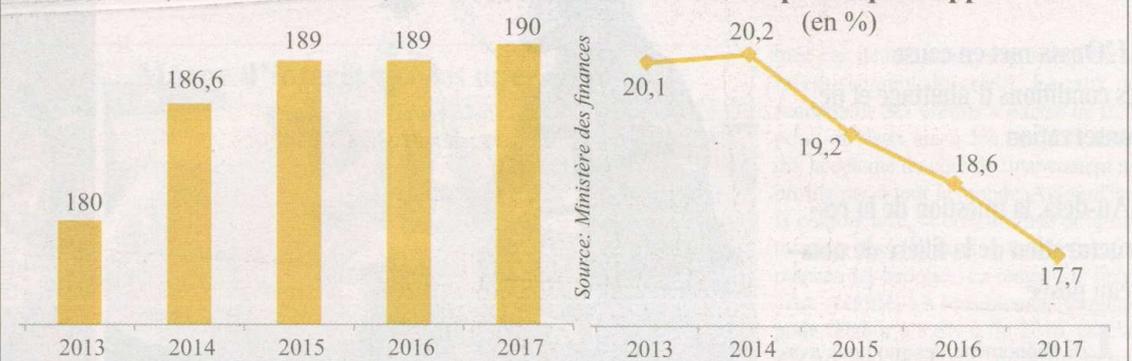
• La priorisation le fera selon l'impact sur la croissance et l'emploi

SOUVENT critiqué pour son faible impact sur la croissance, l'investissement public maintiendrait le cap en 2018. Le budget (consolidé) d'investissement des entreprises et établissements publics (EEP) restera au-dessus de la barre des 100 milliards de DH, selon les premières indiscretions du projet de loi de finances. En 2017, le volume des investissements prévu par les entreprises publiques s'est élevé à 107 milliards de DH dédiés principalement aux infrastructures, transports, l'eau, l'énergie et les mines. Sauf qu'il est rare que les prévisions de la loi de finances soient entièrement réalisées: 80 milliards de DH en 2016 sur un montant de 108 milliards budgétisés.

Les établissements et entreprises publiques continueraient donc à jouer le rôle de moteur dans l'effort d'investissement. Des changements seront néanmoins introduits dans l'approche de gestion avec l'arrivée du concept de priorisation. Un concept annoncé depuis quelques mois par Mohamed Boussaid, ministre de l'Economie et des Finances.

Le ministre veut décliner le PIM, public investment management. Cet ou-

Volume global des investissements publics
(en milliards de DH)



Ratio des dépenses d'investissement public par rapport au PIB
(en %)



L'effort du secteur public s'élève à 190 milliards de DH dont 67 milliards pour le budget général, les comptes spéciaux du Trésor et les services d'Etat gérés de manière autonome. A cela s'ajoutent 16 milliards de DH pour les collectivités territoriales et 107 milliards pour les entreprises et établissements publics

30 pays émergents, le Maroc se classe à la troisième position après la Chine (43%) et la Corée du Sud (31%), devant l'Indonésie (26%), la Roumanie (28%), la Malaisie (23%) et la Turquie (20%). Le niveau d'investissement actuel du Maroc est équivalent à celui observé dans les pays ayant accompli des «miracles économiques». «Dans les années 1960-1980, le taux d'investissement des dragons asiatiques se situait en moyenne à 30%. Dans les pays d'Europe du Sud, l'investissement a atteint 25% pendant la période de rattrapage économique», souligne la Banque mondiale dans son mémorandum sur le Maroc (cf. L'Economiste N°5009 du 24/04/2017). Ceci étant, le niveau de l'investissement ne pourrait pas continuer à croître sur le

aussi mise en place. Elle disposera de données sur les sources de financement pluriannuel des projets, leur répartition régionale et leur impact économique et social. Ce système mettra ainsi fin à la

programmation sans étude préalable sur le rendement économique et social ainsi que le coût et la durée de réalisation. □

K. M.

Rentabilité

COMMENT rentabiliser les investissements de l'Etat? C'est la question que se pose plusieurs hauts responsables. Surtout que les objectifs fixés pour l'extension du réseau autoroutier sont quasi atteints, le TGV sera opérationnel dans les délais et les investissements, notamment dans le secteur de l'énergie et de l'eau, se poursuivent à un rythme soutenu. L'essentiel de l'investissement public est orienté vers l'infrastructure dont la rentabilité ne peut être appréhendée que sur une longue période. Sauf que l'effort d'investissement public n'est pas assez relayé par le privé. □

til élaboré par la Banque mondiale sera utilisé pour prioriser les investissements en fonction de l'impact sur l'emploi et la croissance. Car même si la part de la richesse que le Maroc consacre à l'investissement reste parmi les plus élevées au monde, 30% du PIB, les retombées sur la croissance et l'emploi sont faibles. Le taux d'activité par exemple a baissé de 6,7 points depuis 2000! Or, avec des taux d'investissement inférieurs, d'autres pays ont connu des rythmes de croissance plus forts.

Entre 2000-2014, l'investissement a représenté 31% du PIB contre 25% durant la décennie 1990. Sur un panel de

même rythme. «Sans accélération des gains de productivité, la croissance ne peut que décélérer», note l'institution internationale.

La nouvelle approche de l'investissement s'appuiera sur un système de gestion garantissant la qualité et l'allocation des ressources aux projets présentant les meilleurs rendements sociaux et économiques. Des critères unifiés de sélection, de suivi et d'évaluation sont prévus. Ces critères seront également liés au degré de concordance avec les stratégies sectorielles. En ce sens que celles-ci ne seront pas «bousculées». Une banque intégrée des projets d'investissement public sera